



PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions

Mardi 10 mai 2022

Projet de discours

Monsieur le conseiller régional,
Madame la conseillère départementale,
Madame la conseillère municipale,
Messieurs les présidents d'association,
Mesdames, Messieurs

Cela fait maintenant 5 ans que nous nous réunissons à l'occasion du 10 mai, afin de rendre hommage à la mémoire des victimes de la traite et de l'esclavage, mais également pour en commémorer son abolition.

Je souhaite remercier une fois encore l'ensemble des associations impliquées chaque année dans l'organisation de cette cérémonie, encore « neuve » dans le département, ainsi que la mairie de Montauban, qui a pris en charge son organisation logistique.

Depuis l'origine, l'idéal républicain de la République française est incompatible avec l'esclavage.

Par deux fois, la France Républicaine abolit l'esclavage. En 1794, d'abord, éclairée par l'esprit des Lumières et la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, la Convention votait une première abolition qui ne devait durer cependant que huit ans.

En 1848 ensuite, sous l'impulsion de Victor Schoelcher, le gouvernement provisoire abolissait définitivement l'esclavage par ces mots :

« considérant que l'esclavage est un attentat contre la dignité humaine, qu'en détruisant le libre arbitre de l'homme, il supprime le principe naturel du droit et du devoir ; qu'il est une violation flagrante du dogme républicain : Liberté, Égalité, Fraternité. »

Le 21 mai 2001, les parlementaires adoptaient à l'unanimité, au terme de plusieurs années d'un processus législatif, une loi faisant de la France le premier pays au monde à inscrire dans les textes *« que la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du XVème siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes constituent un crime contre l'humanité »*, imprescriptible et ineffaçable.

Cette loi nous rappelle aussi que dans le cadre de la commémoration de l'esclavage et son abolition en France, il nous faut en faire connaître l'histoire, à en préserver les sources et les patrimoines. Elle reconnaît l'horreur et la barbarie de l'esclavage qui, pendant plus de 400 ans, a marqué notre pays.

Aujourd'hui, nous sommes réunis pour rappeler que chacun a la responsabilité de refuser l'inconcevable, de refuser l'inadmissible, de refuser l'inhumain et de rendre hommage à la mémoire des victimes de la traite et de l'esclavage. C'est par ce devoir de mémoire que nous faisons Nation, par cette mémoire que se renouvelle notre cohésion nationale.

Dans l'histoire du monde et de la France, la traite et l'esclavage ne sont pas des parenthèses, mais des plaies ouvertes de notre moralité.

Condorcet disait (et je cite) : « *Mes amis, quoique je ne sois pas de la même couleur que vous, je vous ai toujours regardés comme mes frères* ». Et de fait, tous différents, nous n'en sommes pas moins des égaux.

Aujourd'hui, la détestation de l'autre existe toujours. Elle est souvent exacerbée malheureusement. Elle a pris d'autres formes, nous le savons, et il faut s'employer à lutter contre toutes les tyrannies de la différence.

Cette réalité appelle notre vigilance, au quotidien. C'est un rappel pour que notre attention ne faiblisse pas.

Nous ne cessons de marteler que la France est le pays des droits de l'Homme : l'abolition de 1848 est l'une des pierres angulaires de cette affirmation, de notre pays et est au cœur de l'idéal républicain.

Cette journée doit rappeler à chacun d'entre nous combien il est important de se souvenir pour lutter contre ces idées d'un autre temps.

Faisons en sorte, par chacune de nos actions, par chacune de nos déclarations, de montrer que notre devise « Liberté, Égalité, Fraternité » n'est pas qu'une affirmation mais bien le socle de notre pensée.

Prouvons par cet hommage solennel de la Nation que nous sommes tous conscients de l'absolue nécessité de respecter la liberté et la dignité de chaque être humain.

Je vous remercie.